

# LE CONGRES F.L.N.

*L'option socialiste ne s'imposera pas  
sans luttes nouvelles*

(Photo A.P.S.)



(Photo A.P.S.)

**C**E congrès tant attendu ne pouvait, en tout état de cause, résoudre tous les problèmes en suspens. Cela vaut pour les grandes options de l'État comme pour le destin du F.L.N. Ce sont les efforts qui seront entrepris au lendemain du congrès, dans les mois à venir, qui seront décisifs.

Les observateurs ont été surtout frappés par un certain décalage entre le programme adopté et la composition des organismes dirigeants chargés de mettre ces mesures en application. On y décèle le souci d'associer les tendances, les couches les plus diverses, d'établir un équilibre propre à neutraliser certaines forces. Mais on peut se demander si les cadres des luttes passées seront les animateurs les plus clairvoyants du combat pour le socialisme ; si cette direction savamment dosée sera capable de faire preuve de dynamisme et d'animer une action cohérente.

Il est à coup sûr plus facile de poser ce genre de questions que de les résoudre. Un parti socialiste révolutionnaire de masse ne se construit pas du jour au lendemain. A plus forte raison lorsque ce parti en création doit assumer

en même temps la responsabilité du pouvoir et mener à bonne fin une révolution. Il est difficile de faire abstraction des cadres qui ont émergé au cours des luttes précédentes, tant qu'une nouvelle sélection ne s'est pas fait jour, au travers de la lutte des classes et de l'expérience de l'autogestion.

« *Que ce congrès soit un nouveau 1<sup>er</sup> novembre : celui du socialisme* », s'est exclamé Ben Bella à l'ouverture des travaux. C'est, en effet, un nouveau départ, un grand départ, dont nul socialiste ne saurait négliger l'importance.

Le F.L.N. a choisi le socialisme révolutionnaire. Son nouveau programme prévoit la réalisation de la révolution socialiste dans les termes les plus concrets quelles que puissent être, par ailleurs, les lacunes, les faiblesses ou les erreurs que comporte ce document.

Une telle transformation du mouvement national prend forcément un certain temps et comprend certaines étapes. Elle ne peut être considérée comme achevée à l'issue du congrès qui était une assemblée de transition.

Mais tel qu'il était ce congrès constitue un apport extrêmement positif. Ceci, tout d'abord, parce qu'il a permis, enfin, une large confrontation — la plus importante qu'il n'y eut jamais — des courants algériens. L'explication a eu lieu, semble-t-il, en toute franchise, sans trop de ménagements mais sans violence inutile. Elle a permis à des éléments dispersés le plus souvent ou séparés par des préjugés, de se côtoyer, de mieux se connaître.

On a dit de ce congrès qu'il était préfabriqué. L'argument n'est pas exact. Bien entendu la proportion des textes soumis à la discussion avait été faite par le Bureau politique et la commission

chargée des études préparatoires. Mais la discussion était ouverte et les hommes en désaccord avec le gouvernement (Ben Khedda, Boudiaf, Rabah Bitat, Khidder, etc.) pouvaient, au sein du congrès, venir exprimer les raisons de leur opposition.

Il se peut que cela n'ait rien changé aux résolutions finales de la majorité mais cela était possible et nous pensons que ceux qui ont choisi l'abstention n'y ont rien gagné.

Un autre fait important à enregistrer c'est le dépassement des litiges et déchirements anciens. Ce débat ne pouvait que perpétuer la confusion et engendrer de faux clivages.

Ben Bella y a mis fin en déclarant : « *les seuls historiques sont ceux qui ont versé leur sang pour la Libération... ceux qui aujourd'hui à la sueur de leur front et dans l'anonymat travaillent patiemment à reconstruire le pays.* »

Le chemin ainsi déblayé, ce sont les véritables problèmes, les grandes options fondamentales d'ordre social et politique qui sont apparus au centre des préoccupations. Affirmer que ce débat a eu lieu en toute clarté, à visage découvert, serait sans doute inexact.

Les invités et les journalistes présents à la séance inaugurale n'ont pas manqué d'enregistrer certaines réactions de la salle pendant le discours de Ben Bella. Les passages les plus significatifs en faveur de l'option socialiste et l'autogestion recevaient l'adhésion enthousiaste de la majorité des délégués tandis que l'on observait le silence de certains îlots qui en disait long.

## **Retour massif des anciens chefs de willayas**

Il ne semble pas, pourtant, que l'on ait tenté de s'opposer de front aux solutions socialistes avancées par le programme. On a préféré porter l'attaque sur un sujet qui pouvait rencontrer un certain écho dans les larges masses populaires et parmi les couches les plus déshéritées. Le cheikh Brahimi, président des Oulémas, avait donné le ton en faisant distribuer en ville un tract qui disait : « *Les gouvernants ne paraissent pas réaliser que notre peuple aspire avant tout à l'unité, à la paix, et que les fondements théoriques de leur action doivent être puisés, non dans les doctrines étrangères, mais dans nos racines arabo-islamiques.* »

Une forte pression traditionnaliste s'est donc

fait sentir au travers de maintes interventions de délégués réclamant un attachement plus affirmé à la filiation arabo-islamique et le respect des préceptes religieux. L'émancipation des femmes fut également mise en cause. Ben Bella dut tenir compte de ces interventions et les amendements apportés aux thèses de la commission préparatoire s'en ressentent également, sans toutefois, qu'aucun point essentiel n'ait été remanié profondément.

La confrontation ne s'est pourtant pas limitée à ce seul domaine. Nombre d'autres sujets brûlants ont été débattus et le colonel Boumedienne a eu, en particulier, à faire face à de graves reproches.

Mais la bataille la plus serrée s'est déroulée autour de la composition du Comité central puis du Bureau politique. Le fait le plus marquant a été le retour massif des anciens chefs de willayas et de certaines personnalités qui se trouvaient, il y a peu de temps, dans l'opposition.

Les anciens membres du G.P.R.A., quels qu'ils soient, étaient par contre radicalement écartés ainsi que certains jeunes intellectuels marquants relégués dans des postes d'ambassadeurs.

La résistance plus ou moins larvée qui s'est manifestée est la réplique, somme toute naturelle, à l'annonce d'une intensification de la lutte de classes contenue dans le programme soumis au congrès et proclamée dans le discours introductif de Ben Bella. Cette intervention remarquable, solidement charpentée, mérite de retenir notre attention. Elle constitue une sorte de déclaration de guerre aux forces bourgeoises et à la bureaucratie — y compris celle du F.L.N.

C'est en premier lieu à ce problème de la reconstruction du F.L.N. en parti homogène, nettement défini sur les plans social et politique, épuré des éléments douteux et des tares bureaucratiques, solidement implanté parmi les travailleurs des villes et des champs que se consacre le discours de Ben Bella. Il proclame la nécessité d'une épuration et avance que doivent être chassés du parti les éléments exploités, les carriéristes et les opportunistes qui utilisent le parti à des fins personnelles. Un maximum de traitement sera fixé pour les militants et les cadres du parti employés dans l'organisation ou l'administration de l'État. Une

déclaration sera demandée aux responsables du parti et de l'État, à tous les échelons sur les biens acquis depuis novembre 1954.

Afin d'améliorer la composition sociale du parti il est fixé pour règle générale, au cours de cette année, de n'accepter au parti que les adhésions de paysans pauvres et d'ouvriers.

Il faut rappeler en outre que, conformément aux statuts, des élections démocratiques doivent avoir lieu à tous les échelons du parti pour la désignation de nouveaux responsables. Ces statuts prévoient également, et Ben Bella a souligné ce principe, que la majorité des membres du parti au niveau de la direction, c'est-à-dire du Comité central et du Bureau politique, doivent être en dehors de l'État. Ce point revêt dans l'immédiat une certaine importance car il laisse prévoir un remaniement ministériel assez ample qui pourrait, éventuellement, compenser l'équilibre des personnalités et des tendances issues du congrès.

Le second volet de l'offensive annoncée par Ben Bella a trait à la seconde réforme agraire. Elle touchera les gros propriétaires et certains moyens propriétaires algériens dont une grande partie des domaines seront confisqués en vertu d'une loi fixant une limitation de la propriété. Le volet économique prévoit, en outre, une planification démocratique à court ou moyen terme devant être mis en œuvre prochainement.

Le troisième volet concerne l'État. Dans le cadre d'une offensive contre la bureaucratie il est prévu une réforme de l'administration qui doit être adaptée aux tâches de la révolution socialiste dont le fondement est l'autogestion. Le secteur autogéré doit être protégé, élargi sans cesse, doit devenir majeur et prépondérant. L'État doit être assaini à la base par un pouvoir communal populaire où les entreprises autogérées seraient représentées.

L'État, affirme avec force Ben Bella, ne sera pas un arbitre au-dessus des classes favorisant en fait l'ordre bourgeois. S'il doit y avoir arbitrage il s'effectuera toujours en faveur du courant révolutionnaire.

D'autres congrès populaires sont annoncés. Celui des petits paysans, celui des femmes, celui

de la jeunesse. En ce qui concerne les syndicats, Ben Bella a tenu à souligner leur fonction primordiale et à condamner les méthodes qui consistent à s'imposer d'en-haut et à faire des syndicats une simple courroie de transmission. On revient là sur des errements malheureux et des initiatives regrettables.

On comprendra mieux, à la lueur de ces déclarations et des actes irrévocables, annonciateurs d'une révolution ininterrompue qui exclut toute pause, les résistances d'ordre divers qui se sont manifestées à l'intérieur et autour du congrès et qui laissent prévoir de nouvelles tensions et de nouvelles crises.

Les mois qui viennent seront décisifs. Les « forces obscures » parviendront-elles à enrayer le développement révolutionnaire en prenant appui sur l'hétérogénéité de l'équipe dirigeante ou l'initiative des masses permettra-t-elle d'aller dans le sens de l'application du programme du F.L.N. ?

**A. Durez.**

(Photo A.P.S.)



## Les déclarations de BEN BELLA sur les voies du socialisme

### La réforme agraire

*Il faut parler maintenant de la réforme agraire au du moins de la seconde réforme agraire.*

*Cette seconde réforme agraire, donc, nous devons la concevoir comme le moyen d'intégrer plus étroitement les petits paysans et les paysans sans terre à la vie économique et politique du pays. Il s'agit d'une étape qui permettra non seulement d'assurer une répartition plus équitable du revenu national et de développer la production, mais aussi d'accentuer le clivage entre les forces révolutionnaire et ce qu'on a nommé les forces obscures. De cette obscurité, d'ailleurs, nous faisons notre affaire. Nous trouverons le moyen d'enlever les voiles et d'éclairer tout ce qui doit être éclairé. La réforme agraire est justement un de ces moyens.*

*Il existe encore en Algérie 8.500 exploitations privées disposant chacune de plus de 100 hectares et 15.000 exploitations de 50 hectares.*

*Ces 23.800 exploitations couvrent près de quatre millions et demi d'hectares alors que les sept millions d'hectares restants sont répartis entre plus de 600.000 exploitations. Deux millions de fellahs sont réduits au chômage, ou à un sous-emploi ressemblant fort à un chômage total alors que la plupart des grands propriétaires ne visitent leurs domaines que pour voir si la récolte a été bonne ou pour encaisser les redevances des fermiers. L'Algérie révolutionnaire ne peut pas ne pas répondre à cette situation qui débouche sur une sous-exploitation des grands domaines et une surexploitation des terres dont disposent les petits paysans, qui débouche sur la non utilisation des richesses humaines du pays, qui débouche enfin sur le contrôle d'une importante partie du revenu national par une poignée de privilégiés. Faire la révolution, c'est ne pas hésiter à s'attaquer aux privilèges quels que soient ceux qui les détiennent. Ainsi notre projet de réforme agraire prévoit la limitation de la propriété et ne touchera que les gros propriétaires et certains propriétaires moyens.*

### L'autogestion : une option fondamentale

*J'en arrive à un autre problème, à la fois politique et économique. Il s'agit de l'autogestion. Il faut que chacun comprenne que cette forme de gestion a été conquise de haute lutte par les travailleurs et qu'elle a davantage fait pour le rayonnement de l'Algérie que toutes les déclarations et les discours sur la révolution et le socialisme. Indépendamment de toutes les critiques qu'on peut faire, et il y en a de justifiées, c'est grâce aux travailleurs que les terres ont été cultivées, c'est grâce à eux que les usines ont été remises en marche malgré l'absence d'une aide financière, technique et autre de la part de l'administration qui était alors totalement désorganisée. C'est pour cette raison que l'autogestion est et demeurera pour nous une option fondamentale. La réduire, comme le veulent certains, à un simple droit des travailleurs d'être consultés de temps à autre, c'est en faire un simple contrôle ouvrier et ravalier les travailleurs, dans les faits, au rôle de simples salariés de l'Etat. Mais l'autogestion n'a pas seulement des adversaires en dehors de l'entreprise, elle en a aussi au dedans. Il nous faut lutter contre les comités de gestion ou les présidents de comité qui se mettent au-dessus des travailleurs et agissent comme de nouveaux patrons, adoptent leur style de travail et refusent le contrôle de l'assemblée ou du conseil des travailleurs.*

### Le potentiel révolutionnaire de la jeunesse et des femmes

*Si la tendance à opposer les jeunes aux vieux n'est pas juste, la tendance à écraser les jeunes sous le poids des arguments d'autorité est également à rejeter. Si nous travaillons sans trop de précipitation, si nous cherchons à comprendre*

*l'origine des aspects défectueux de la jeunesse pour y porter remède avec elle et non en dehors d'elle, nous aurons dans quelques années une génération de militants d'un genre nouveau, la génération des bâtisseurs du socialisme.*

*Il en va de même pour l'Union des Femmes. La libération de la femme n'est pas un aspect secondaire qui se surajoute à nos autres objectifs. Elle est un problème dont la solution est un préalable à toute espèce de socialisme. La situation de la femme fait d'elle une force révolutionnaire inépuisable. La guerre l'a suffisamment démontré. Il ne s'agit pas pour nous de mettre seulement la femme sur un pied d'égalité avec l'homme sur le plan du droit, il faut aussi et surtout la faire participer pleinement à tous les aspects de la vie. Notre parti ne doit pas accepter que la société algérienne soit amputée de moitié. Dans le cadre des valeurs morales de notre peuple, l'UNFA doit rassembler les femmes, progresser et se soustraire à l'influence des salonnardes et des dames patronnesses. Elle doit devenir une force vivante animée par des militantes jeunes, des travailleuses de la campagne et de la ville rompues à la lutte systématique. contre les préjugés sociaux qui tendent à faire de la femme un être mineur.*

## Le rôle primordial des syndicats

*Il nous faut d'abord noter le rôle primordial des syndicats paysans et ouvriers dans la construction du socialisme. Jusqu'à présent nous n'avons pas accordé une attention suffisante à leurs problèmes. Mieux, dans beaucoup de milieux, on les a assimilés purement et simplement au reste des organisations de masses. C'est là une conception fautive. D'ores et déjà nous devons mobiliser tous les travailleurs membres du parti, leur expliquer l'importance des syndicats et la nécessité d'y adhérer. La valeur du travail accompli par les syndicats dépend de la défense des intérêts économiques et culturels des travailleurs et aussi de leur aptitude à favoriser l'augmentation de la production et de la productivité: Les organisations du parti doivent demander l'avis des membres du parti qui militent aux syndicats chaque fois qu'elles auront à examiner des problèmes concernant les masses ouvrières. Le rayonnement de la politique du parti dans les syndicats est étroitement lié à la capacité de nos militants de résoudre les problèmes concrets posés par les ouvriers. Ce n'est pas le prestige du parti qui donnera une audience à nos militants dans les syndicats, c'est*

*leur travail qui doit accroître le prestige du parti.*

*Il faut en finir avec les méthodes qui consistent à s'imposer d'en haut et à faire des syndicats une simple courroie de transmission. Il faut conquérir la place par une lutte patiente et obstinée, une explication constante de la justesse de la politique du parti. Le parti doit choisir ses responsables syndicaux parmi les éléments qui travaillent. Eux seuls peuvent trouver un contact rapide avec les larges masses ouvrières. A l'heure actuelle la tâche principale des syndicats est d'aider à la consolidation du secteur autogéré et de s'occuper en priorité des ouvriers saisonniers.*

## Un parti révolutionnaire, un parti démocratique

*C'est ici le lieu de dire que si l'unité du parti est une condition essentielle du succès, elle ne va pas sans dangers. Il faut que nous soyons particulièrement vigilants à ce sujet et que nous empêchions le parti de devenir un instrument docile, bon pour la claque, un groupement de béni-oui-oui, ou un monstre qui asservirait le peuple. Pour éviter de tels dangers, il faut que s'imposent dans les faits les méthodes démocratiques qui garantiront d'une part la liberté de discussion et de critique au sein des organisations du parti et d'autre part un dialogue permanent avec les masses.*

*Dans le combat pour l'application du socialisme, une ligne juste ne suffit pas. Il n'y a pas de succès spontané. Tout se réalise dans une lutte acharnée pour l'application de la ligne du Parti. Le refus de tenir compte des conditions subjectives, de se livrer à un travail lent et patient de persuasion débouche inexorablement sur l'isolement du Parti. Ceux qui se réclament en permanence de leur passé pour se mettre au-dessus des masses, donnent une fautive idée du parti, détruisent les bases de sa discipline et limitent son audience. Notre devoir est de les aider à corriger leurs erreurs, de leur montrer que militer est une servitude et non un privilège...*

*... D'autres questions doivent retenir notre attention d'une manière particulière. Il s'agit de l'élargissement de la cellule, de la composition sociale du parti, du rôle des cellules d'entreprises, de la cohésion du parti. Jusqu'alors, notre vision du parti d'avant-garde était restée limitée. L'importance de la cellule comme noyau décisif de la liaison entre le parti et les masses nous échappait.*